

LA DÉFORESTATION AMÈRE DU CHOCOLAT



**Comment les forêts classées
deviennent du 'cacao classé'**

Par Etelle Higonnet,
Marisa Bellantonio,
et Glenn Hurowitz



Remerciements

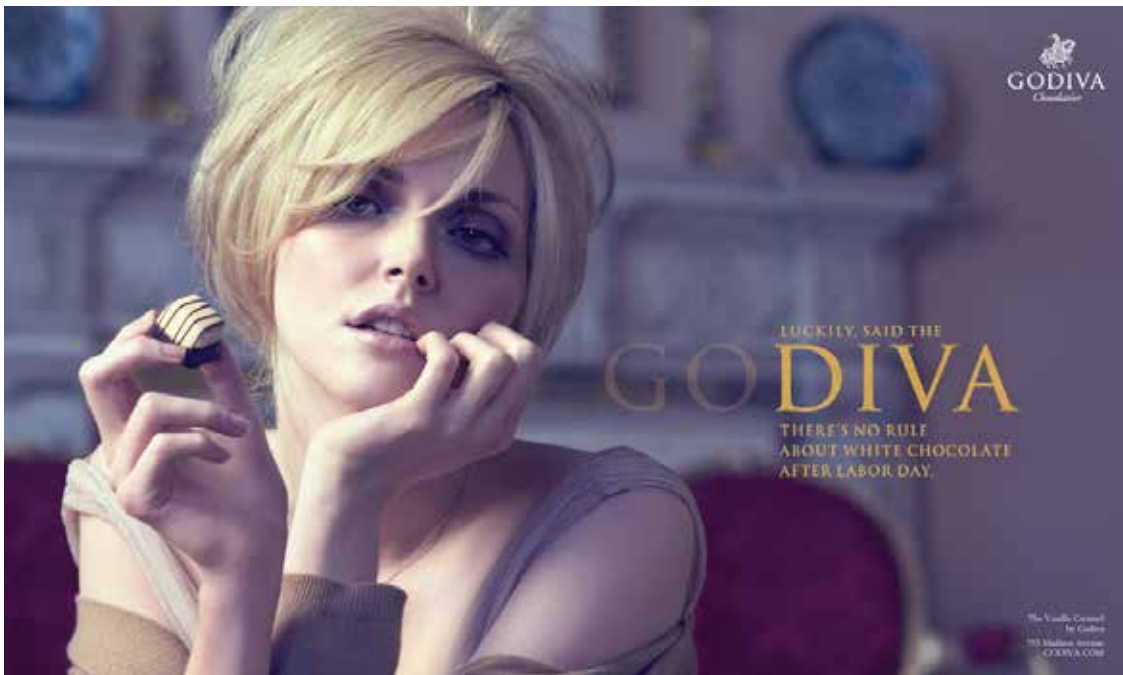
Ce rapport a été possible grâce au soutien généreux de la Fondation Arcus. Nous remercions également MapHubs et Planet pour leur support cartographique, et un grand merci à tous les experts qui ont revu et aidé à améliorer ce rapport. Merci également au professeur W. Scott McGraw de l'Ohio University d'État pour ses photos ainsi qu'à la Fondation pour les chimpanzés. Conception design de Shannon Ryan de Burness. Traduction par Julie Grislain.

Toutes les occasions sont bonnes pour manger du chocolat. C'est le remontant de l'après-midi, la petite pause gourmande, ou encore un symbole de séduction. Les amoureux s'offrent des pralines, les skieurs sirotent d'épais chocolats chauds pour se revigorer, et les amateurs savourent jusqu'à la dernière miette un chocolat noir grand cru. Les Aztèques considéraient le chocolat comme un aphrodisiaque, et l'on rapporte même que l'empereur Moctezuma s'en gavait avant ses rendez-vous galants.

Mais le chocolat est un plaisir terriblement coupable. À des milliers de kilomètres des foyers européens et américains où il est goulûment dévoré s'étend le vaste paysage désolé de la Côte d'Ivoire, le plus important producteur de cacao au monde. Comme son nom l'indique, la Côte d'Ivoire était peuplée de nombreux éléphants qui vivaient jadis à l'ombre de ses forêts humides. Mais hélas, la réalité actuelle est bien différente : afin de satisfaire la demande de géants de la chocolaterie comme Nestlé, Cadbury et Mars, **de nombreux parcs nationaux du pays et d'aires protégées ont été défrichés pour laisser place à des exploitations de cacao**, la matière première du chocolat.

Mighty Earth a mené une enquête approfondie et internationale au cœur du secteur du cacao. Pour confectionner leurs tablettes et barres chocolatées, les chocolatiers s'approvisionnent en cacao auprès de grosses entreprises de l'agroalimentaire comme Olam, Cargill et Barry Callebaut. Ces derniers contrôlent à eux seuls près de la moitié du commerce mondial de cacao. Cette enquête a pu démontrer que de toute évidence, en plus d'être à l'origine de vastes défrichages à travers le pays, ces firmes achètent depuis des années du cacao cultivé sur des zones défrichées illégalement situées dans des parcs nationaux et des forêts protégées. Il est maintenant avéré que le marché créé par **le secteur du chocolat est le premier facteur de déforestation en Côte d'Ivoire et au Ghana**, les deux plus importants producteurs de cacao.

Un grand nombre de parcs nationaux et d'aires protégées de Côte d'Ivoire ont été entièrement ou presque entièrement défrichés et remplacés par des exploitations de cacao. Non loin de là, au Ghana, le deuxième producteur mondial de cacao, la situation est identique : entre 2001 et 2014, 117 866 hectares d'aires protégées ont été défrichés et le Ghana a perdu plus de



Loin de ses origines en Afrique de l'Ouest, le chocolat est souvent commercialisé comme un luxe sensuel en Amérique du Nord et en Europe.



L'enquête Mighty Earth

L'équipe a visité multiples aires protégées à l'intérieur de la Côte d'Ivoire et documenté comment la production illégale de cacao avait complètement envahi les forêts.

Source: PNUE-WCMC (2017). Aires protégées de la Côte d'Ivoire de la base de données mondiale des Aires protégées, juillet 2017. Disponible à: www.protectedplanet.net



7 000 kilomètres carrés de forêts, soit au moins 10 % de l'ensemble de son couvert forestier ; un tiers de la déforestation du pays peut être imputé aux activités liées au secteur du chocolat.⁵ Si rien n'est fait, le Ghana pourrait perdre dans les décennies à venir toutes ses forêts se situant en dehors des parcs nationaux.

Dans ces deux pays, les chimpanzés, les éléphants et d'autres espèces sauvages ont été décimés en raison de la conversion des forêts en exploitations de cacao ; en Côte d'Ivoire, il ne reste plus qu'entre 200 et 400 éléphants sur une population qui à l'origine en comptait des dizaines de milliers.

Aujourd'hui, le secteur du chocolat est en train d'étendre ses modèles de production néfastes à de nouvelles régions forestières pionnières, ailleurs en Afrique, mais également en Amérique latine et en Asie du Sud-Est.

Heureusement, les grandes marques de chocolat ont commencé à reconnaître publiquement leur responsabilité et se sont engagées à lutter contre le phénomène de déforestation. Début 2017, 34 grandes entreprises du secteur ont rejoint l'initiative du prince Charles et s'apprêtent à annoncer en novembre prochain un plan pour mettre fin à cette déforestation. Cela dit, elles n'ont fourni pour l'instant aucun détail sur la nature exacte de leur programme. C'est pourquoi il serait prématuré d'être optimiste, car leurs initiatives précédentes en matière de développement durable ont été trop timorées pour produire des résultats significatifs à l'échelle du secteur.

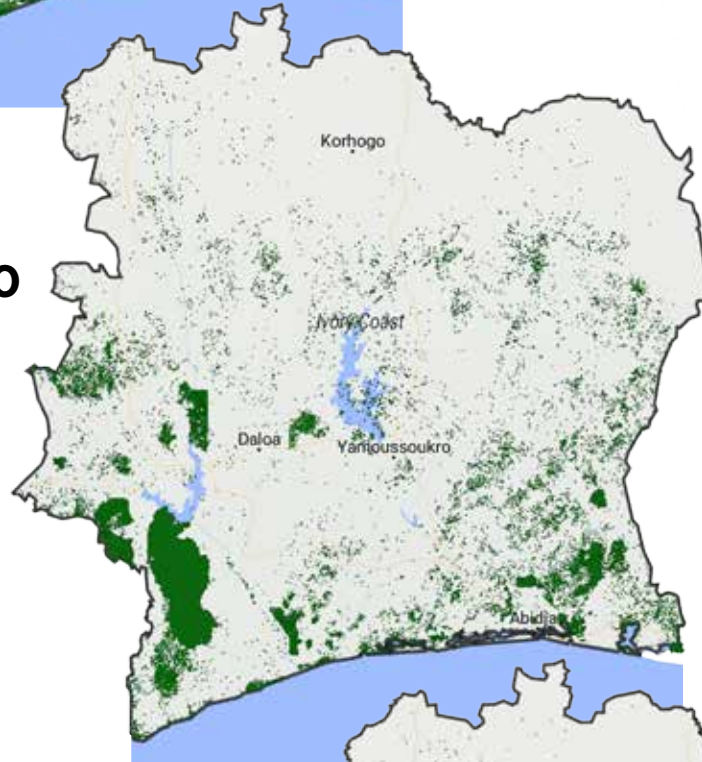
Enfin, ce rapport conclut que le secteur du chocolat doit immédiatement cesser ses pratiques illégales et destructrices, doit remédier aux dégâts causés et prendre des mesures concrètes afin de garantir qu'il ne reproduira pas ailleurs ses erreurs passées.

1990

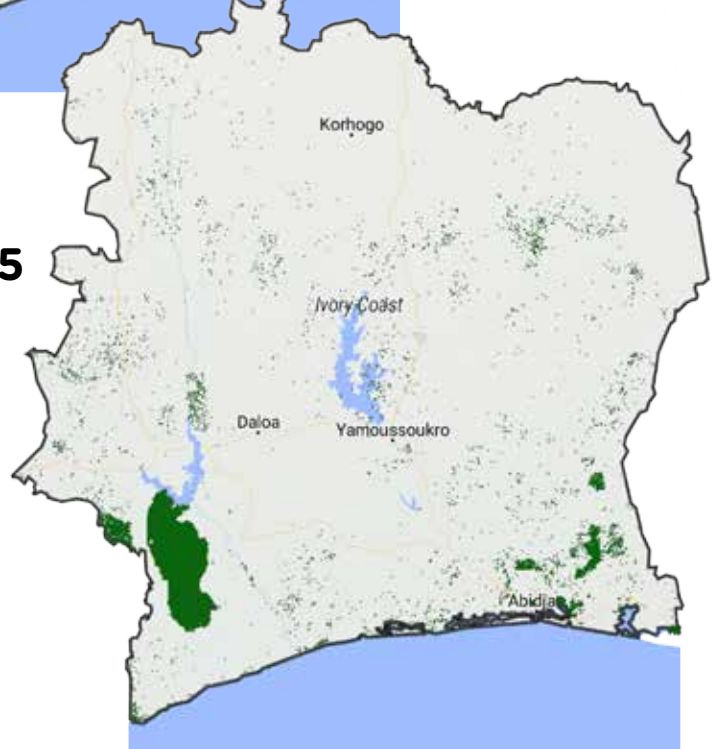


Couverture forestière en Côte d'Ivoire, 1990–2015

2000



2015





Une sélection de chocolat provenant de certaines des plus grandes compagnies de chocolat au monde, y compris Mars, Hershey's, Nestlé, Mondelez, Lindt et Ferrero. Nous avons constaté que ces entreprises achetaient du cacao illégal issu de la déforestation.

Big Business, Conséquences Dramatiques

Le chocolat est une affaire juteuse — en 2015, son marché à l'échelle mondiale s'élevait à 100 milliards de dollars. La consommation mondiale de chocolat et de produits dérivés du cacao représente environ 3 millions de tonnes par an, et la demande croît chaque année de 2 à 5 %. Dans le monde, le chocolat est principalement produit et consommé en Europe et en Amérique du Nord, bien loin des champs d'Afrique de l'Ouest où la majorité du cacao est cultivé. Dans les pays industrialisés, le chocolat

est un luxe abordable, un passeport bon marché pour un avant-goût de paradis. Il en va différemment dans les pays producteurs de cacao où le chocolat est une denrée rare et inabordable pour la majorité de la population. La plupart des cultivateurs de cacao n'ont jamais goûté de chocolat. C'est pourtant dans ces mêmes pays, et plus spécifiquement en Afrique de l'Ouest que le chocolat a la plus forte incidence.

Le cœur de la culture du cacao

En 1960, année de son indépendance, la Côte d'Ivoire était en grande partie couverte de forêts denses. Ces forêts constituaient l'habitat de prédilection des éléphants et des chimpanzés. Le pays, qui comptait des milliers d'espèces endémiques,

pouvait jadis s'enorgueillir d'un des taux les plus élevés de biodiversité d'Afrique. Mais les modes d'approvisionnement du secteur du chocolat ont éliminé une grande partie de l'habitat de cette faune. D'après les cartes et les statistiques du gouvernement



Thomas Breuer

Éléphants forestiers.

ivoirien, les forêts occupent aujourd'hui moins de 11 % du territoire, et selon nos cartes, moins de 3.7 % sont des forêts à couvert dense.

En effet, le secteur du cacao en Côte d'Ivoire ne s'est pas contenté des territoires qu'il pouvait défricher légalement ; ces dernières années, il a également contribué au déploiement à grande échelle d'exploitations de cacao dans l'enceinte même de parcs nationaux et d'aires protégées du pays. Inutile de dire que la conversion de forêts en cultures de cacao dans des aires protégées enfreint la loi ivoirienne, et que ce cacao est de nature illégale. Une étude menée par l'Université de l'État d'Ohio, en collaboration avec des chercheurs Ivoiriens, a examiné 23 aires protégées de Côte d'Ivoire, et a conclu que sept d'entre elles avaient été presque entièrement converties en cultures de cacao. L'étude estima que dans 7 de ces aires protégées, 93 % de la déforestation était due au cacao.

La déforestation provoquée par les activités liées

au secteur du chocolat a entraîné à son tour un effondrement de la faune et de la flore sauvages de Côte d'Ivoire. Aujourd'hui, les chimpanzés ne vivent plus que dans quelques zones disséminées dans le pays et sont considérés comme une espèce menacée. Une étude de l'Université de l'État d'Ohio a d'ailleurs démontré que 13 des 23 aires protégées de Côte d'Ivoire avaient perdu l'intégralité de leurs populations de primates ; cinq autres aires ont vu la moitié de leurs primates disparaître. L'éléphant, symbole national imprimé sur les étiquettes des bouteilles de bière « Ivoire » et sur les maillots de l'équipe de football « Éléphants » est sur le point de disparaître. Même si le braconnage reste leur menace numéro un, l'élimination de leur habitat par l'industrie du cacao a repoussé les éléphants dans de maigres couloirs de forêts, facilitant le travail des braconniers pour les pister et les abattre. Les hippopotames nains, les écureuils volants, les pangolins, les léopards, les crocodiles, et bien d'autres espèces de la Côte d'Ivoire sont également menacés par la perte rapide de leurs derniers habitats..



Squelettes d'arbres brûlés pour les plantations de cacao, hippopotame pygmée, crocodile, colobus olive.

Remonter la filière du cacao

En Côte d'Ivoire, nous avons voulu remonter à la source de ce chocolat consommé dans le monde entier pour identifier les sociétés responsables de l'invasion et de la déforestation des parcs et des aires protégées du pays. Nous avons également étudié des méthodes agricoles alternatives qui, une fois adoptées, permettraient au secteur du cacao de ne plus répéter ses funestes erreurs. L'équipe de Mighty Earth a visité trois aires protégées : la forêt de Goin Dédé, la forêt de Scio et le parc national du mont Péko. Elle a également collaboré avec une équipe qui après s'être rendue dans les forêts du Haut-Sassandra et de Taï, et dans le parc national de la Marahoué, a partagé ses conclusions avec Mighty Earth.

Au cours de notre enquête, nous avons pu conclure que **trois des plus grands négociants de cacao — Olam, Cargill et Barry Callebaut — achètent du cacao cultivé illégalement sur des aires protégées. Ces**

négociants vendent ensuite ce cacao aux poids lourds du chocolat. Mars, Hershey, Mondelēz et Ferrero en font partie. Mais si nous avons trouvé des preuves tangibles confirmant ces faits pour ces trois négociants, il est fort probable que d'autres négociants se livrent à des pratiques similaires.

L'enquête souligne également que cette déforestation illégale est un secret de polichinelle pour l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement du chocolat. Des colons envahissent d'abord les parcs nationaux et d'autres zones forestières pour ensuite défricher progressivement les sous-bois en abattant et éventuellement en brûlant les arbres existants. Des photos présentées dans ce rapport montrent qu'une production de cacao non durable laisse derrière elle ce que l'on appelle des forêts squelettes : des troncs dénudés de leur houppier persistent au milieu des cultures de cacao, souvenirs fantomatiques des grandes

forêts qui régnaient jadis en ces lieux.

Les colons plantent des cacaoyers qui demandent des années avant de pouvoir être récoltés. Deux fois par an, les cabosses sont récoltées. Lorsqu'elles sont mûres, les fermiers les séparent des branches avec des machettes puis les fendent en deux pour extraire les fèves qu'ils trient et empilent. Ces fèves sont ensuite exposées au soleil où elles fermentent et séchent ; c'est alors qu'elles prennent leur teinte brune.

C'est à cette étape qu'intervient un premier niveau d'intermédiaires ; des « pisteurs » achètent les fèves de cacao aux fermiers et les transportent dans les villes et villages environnants pour les vendre à d'autres intermédiaires, les magasins ou entrepôts de cacao. Ces intermédiaires acheminent ensuite le cacao vers les ports de San Pedro et Abidjan, où il est vendu à des négociants comme Olam, Cargill et Barry Callebaut. À leur tour, ces derniers expédient les fèves aux chocolatiers d'Europe et d'Amérique du Nord.

L'origine illicite de ce cacao est manifeste tout au long de la chaîne. Nous nous sommes rendus dans des villes et villages appelés « campements » qui ont poussé illégalement dans l'enceinte des parcs nationaux et des forêts protégées de Côte d'Ivoire. Même si ces colonies se situent dans des aires protégées, certaines comptent des dizaines de milliers d'habitants et peuvent s'enorgueillir d'être équipées d'écoles et de dispensaires publics, de mosquées et d'églises, de magasins et quelquefois d'antennes-relais, au vu et au su des autorités gouvernementales. Des pisteurs interviewés ont reconnu en toute franchise avoir acheté du cacao provenant de ces parcs nationaux et forêts protégées. De la même manière, les propriétaires des entrepôts de cacao installés dans ces campements illégaux ont expliqué ouvertement qu'ils s'approvisionnaient en cacao cultivé dans les aires protégées autour d'eux. Les négociants de cacao tout comme les chocolatiers nous ont aussi confié qu'ils étaient conscients qu'une part importante des fèves de Côte d'Ivoire qu'ils achetaient avaient probablement été cultivées dans des aires protégées. Le directeur de

Des producteurs travaillent et trient leur cacao dans le Parc national du Mt. Péko.





À gauche: Un des campements de cultivateurs de cacao illégal dans la forêt classée de Scio. À droite: Reçu pour un achat de cacao illégal de la forêt classée de Scio.

l'agence d'État Sodefor (Société de développement des forêts) estime que 40 % du cacao ivoirien provient d'aires protégées. Par exemple, nous nous sommes rendus dans l'aire protégée de Scio qui compte aujourd'hui des milliers d'habitants, possède environ 22 magasins et entrepôts de cacao, des mosquées, des dizaines de boutiques et même une école et un dispensaire. C'est là que nous avons rencontré « Jean-François », un pisteur qui nous a décrit comment il achetait des fèves de cacao à l'intérieur de l'aire protégée de Scio. Quelques heures plus tard, nous l'avons revu à la coopérative SAFSO SARL à Sada, en train de négocier une vente de cacao. Nous avons également pu accéder au reçu d'un entrepôt de cacao situé à l'intérieur du parc qui documentait une vente de cacao à la coopérative de SAFSO avec un reçu.

Dans la ville commerçante de Duékoué, nous avons rendu visite à l'entrepôt « Porgo » où nous avons pu rencontrer son propriétaire... Porgo. En nous dirigeant vers son bureau où il nous a raconté son expérience de cultivateur et d'acheteur, nous sommes passés devant une foule d'hommes en train de trier les fèves

et de charger des camions de gros sacs. Au cours de cet entretien, il nous a rapporté avoir acheté des fèves provenant du nord-est de l'aire protégée de Scio et les avoir vendues à Barry Callebaut, le grand négociant de cacao, lors de transactions à San Pedro et Abidjan. Des employés d'autres entrepôts de cacao à Duékoué ont également confirmé que leur cacao était transporté vers les ports de San Pedro ou d'Abidjan, où il était vendu aux négociants internationaux de cacao, Barry Callebaut, Olam et Cargill.

À l'ouest de la Côte d'Ivoire, nous avons visité des magasins de cacao à « Paris », un village pionnier situé à l'intersection de plusieurs routes, en bordure de l'aire protégée de Goin Débé. Paris est un carrefour où le cacao cultivé dans l'aire de Goin Débé est rassemblé puis chargé dans des camions pour être transporté en direction de villes plus importantes. Les travailleurs que nous avons interrogés sur place nous ont fait savoir que le cacao devait être livré à la coopérative Scoagg de Guiglo. À Guiglo, des membres du personnel de la coopérative Scoagg, affiliée à un homme connu

sous le nom de « Hassan », ont confirmé qu'ils s'approvisionnaient à Scio. Ils ont également affirmé qu'ils vendaient leur cacao à Cargill. Un autre pisteur de Goin Débé a déclaré avoir vendu du cacao de cette aire protégée à Cargill par l'intermédiaire de la société de négoce Chifousseini et d'une autre surnommée « NASA » à Guiglo.

Nous avons pu identifier sept coopératives ayant acheté du cacao provenant des aires protégées que nous avons visitées, et ayant confirmé l'avoir ensuite vendu à d'importants négociants internationaux comme Cargill, Olam et Barry Callebaut. Il est évident que ces négociants sont responsables de la création d'un marché pour le cacao cultivé illégalement, qui finit par rentrer dans les barres chocolatées consommées à travers le monde entier.

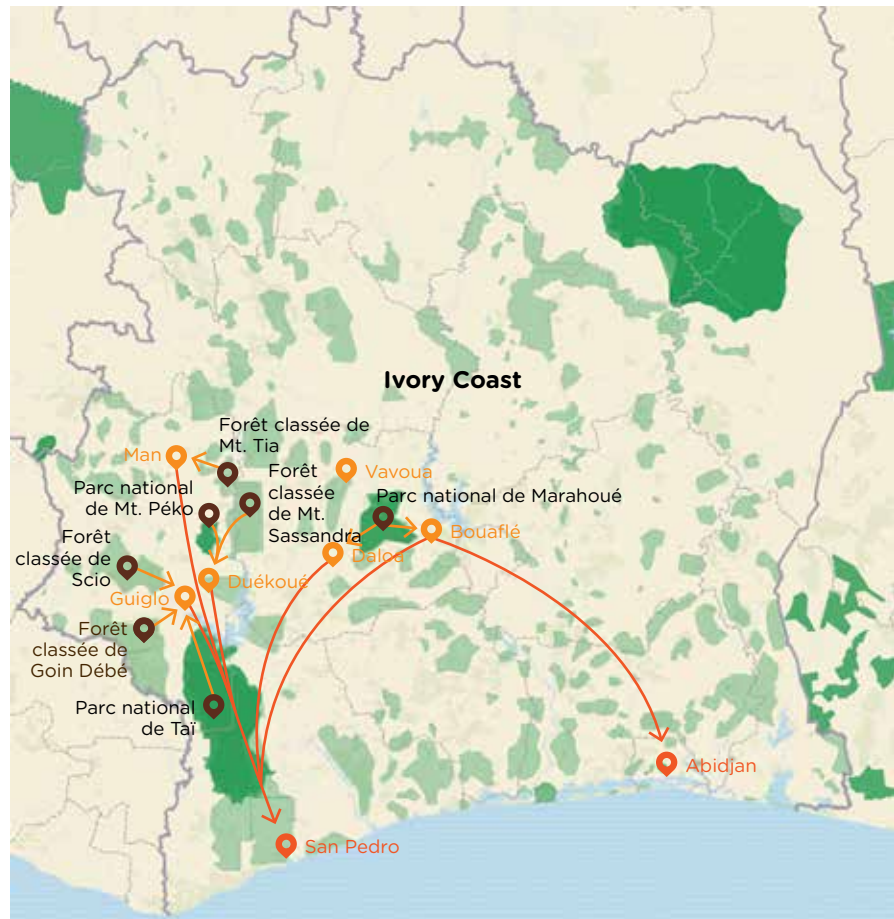
L'acheminement du cacao cultivé illégalement

Cette carte montre le chemin du cacao issu de déboisement illégal, quittant le pays.



Source: Enquête de Mighty Earth 2017

Source de la carte: UNEP-WCMC (2017). Protected Area Profile for Côte D'Ivoire from the World Database of Protected Areas, July 2017. Available at: www.protectedplanet.net





Les grands chocolatiers ferment les yeux

Les résultats de notre enquête montrent que presque toutes les marques célèbres de chocolat sont impliquées. Le graphique ci-dessous illustre les liens existant entre ces grands chocolatiers et les négociants de cacao.

Avant de publier ce rapport, nous en avons partagé les conclusions avec 70 sociétés. Dans leurs réponses, aucune de ces sociétés n'a nié avoir acheté du cacao provenant de ces aires protégées ou contesté les faits que nous avons exposés. Certaines sociétés ont même reconnu la nécessité de prendre de nouvelles mesures, mais elles furent peu nombreuses à les expliciter

concrètement. Cargill a ainsi déclaré : « La cartographie réalisée par votre organisation complète les données que nous avons pu rassembler de notre côté, et les résultats de notre recherche indiquent une perte considérable et croissante du couvert forestier dans ces régions d'Afrique de l'Ouest productrices de cacao. Bien que l'ensemble de cette perte ne peut être directement imputée à la seule production de cacao, cette cartographie indique clairement les zones où ces pertes de couvert forestier ont eu lieu et les conséquences d'un approvisionnement en cacao non durable. »

Le rôle du gouvernement

Le fait que depuis des décennies des sociétés comme Cargill, Olam et Barry Callebaut aient été capables de créer un marché énorme pour le cacao de déforestation, y compris le cacao cultivé dans les aires protégées, n'a pas surgi du néant. Ces sociétés ont profité de l'application insuffisante des lois et de la corruption qui sévit au sein du gouvernement ivoirien.

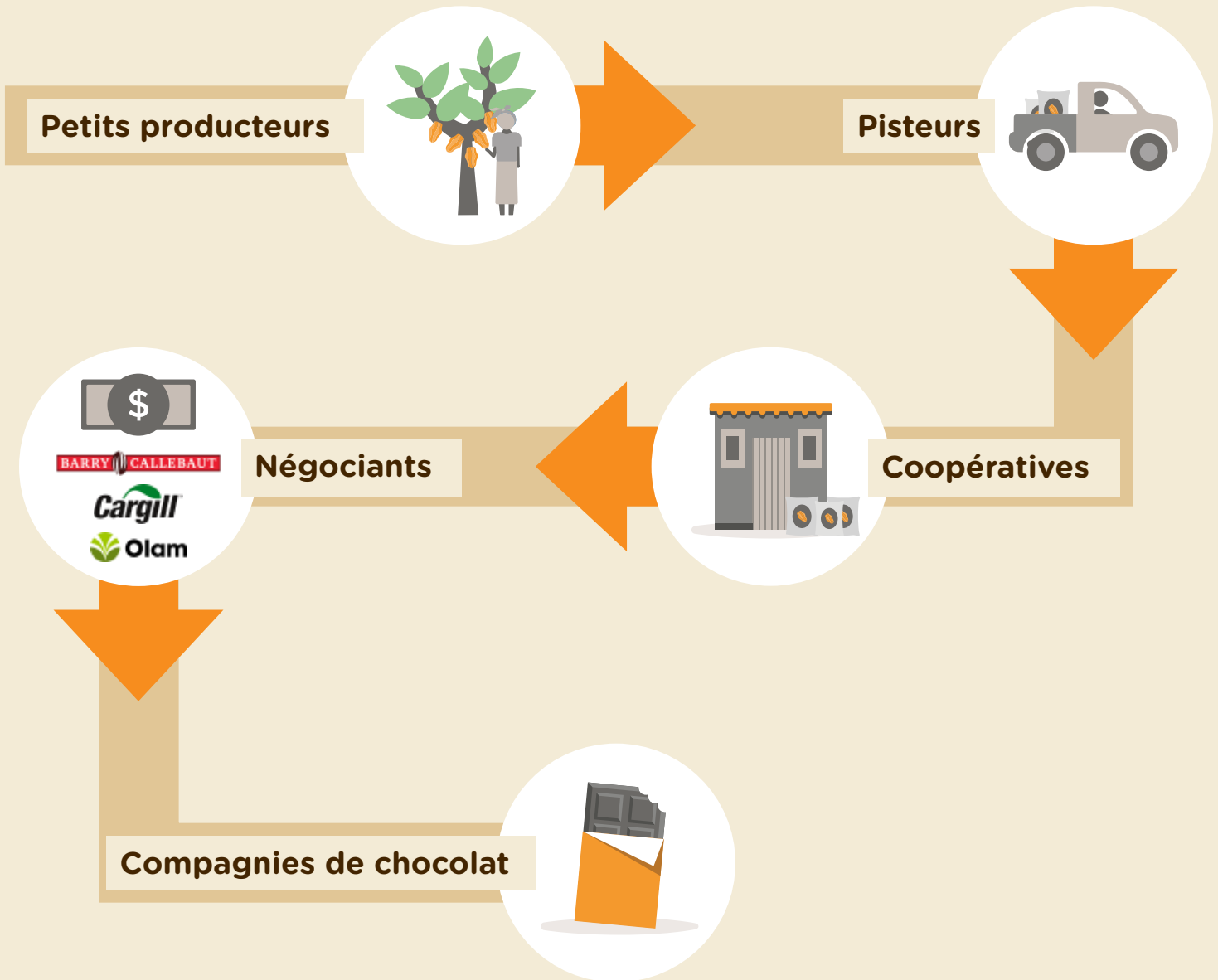
L'Office ivoirien des parcs et réserves (OIPR) est chargé de la protection des parcs et d'autres territoires. La Société de développement des forêts (Sodefor) est quant

à elle responsable de la préservation des forêts classées. Bien que l'administration des parcs nationaux par l'OIPR pourrait être considérablement améliorée, cette agence a toutefois réussi à empêcher l'installation de plantations de cacao et d'autres menaces de déforestation dans une certaine mesure, avec des taux de déforestation de 0,33 % par an entre 2000 à 2015, avec un budget de 1,428 FCFA par hectare de forêt. En revanche, dans cette même période le taux de déforestation des « forêts classées » gérées par la Sodefor connaît une progression annuelle de 4,2 %, tout en ayant un budget dix fois

À gauche: Panneau sur la certification du cacao au bord de la forêt classée de Scio, qui a été largement détruite par la production illégale de cacao. À droite: Chimpanzé sauvage.



Comment le cacao remonte la chaîne d'approvisionnement





Où va l'argent que vous dépensez pour votre barre de chocolat?

Source: Cocoa Barometer, 2015.

44.2%

Vente au détail

35.2%

Fabricant de chocolat

7.6%

Broyage et du traitement du cacao

6.6%

Fermiers de cacao

4.3%

Impôts et marketing

2.1%

Transports & commerçants



Encadré — L'impact humain du chocolat

On estime qu'entre cinq et six millions de personnes, pour la plupart des petits exploitants, cultivent du cacao dans le monde. En Côte d'Ivoire, les cultivateurs de cacao gagnent quotidiennement 0,5 \$ environ, et près de 0,84 \$ au Ghana. Ces fermiers ont été floués depuis que le chiffre d'affaires et les profits du chocolat ont été fortement déviés vers les négociants et les fabricants. La répartition de ces revenus a empiré au fil du temps : dans les années 1980, les fermiers recevaient environ 16 % de la valeur d'une barre chocolatée. Aujourd'hui, leur part n'est que 3,5 % à 6,6 %. En comparaison, environ 35 % reviennent aux chocolatiers et 44 % aux détaillants comme les supermarchés.

De plus, le secteur du chocolat est connu pour ses violations régulières des droits du travail et des pratiques comme l'esclavage ou le travail des enfants. D'après le Département du travail des États-Unis en 2015, le nombre d'enfants travaillant illégalement dans les plantations de cacao au Ghana et en Côte d'Ivoire s'est accru de 21 % en cinq ans. Près de 2,1 millions d'enfants sont toujours impliqués dans la récolte dangereuse et pénible du cacao en Afrique de l'Ouest. Plutôt que d'éliminer ce problème, le secteur s'est contenté de s'engager à réduire le travail des enfants en Côte d'Ivoire et au Ghana de 70 % d'ici 2020.

Revenu quotidien des cultivateurs de cacao en Côte d'Ivoire

54¢

Revenu quotidien des cultivateurs de cacao au Ghana

82¢



Il y a 5 à 6 millions de producteurs de cacao dans le monde entier.

Presque tous les fermiers de cacao en Côte d'Ivoire et au Ghana vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Pratique actuelle

Pratique durable



Utilisation excessive d'engrais et de pesticides et perte de biodiversité



Écosystème prospère et plus de biodiversité avec les forêts préservées



Déforestation, plein soleil, cacao vulnérable à la maladie



L'agroforesterie du cacao à l'ombre



Travail des enfants, esclavage, faible revenu



Plus de 2 millions d'enfants sont victimes des pires formes de travail des enfants



Des conditions de travail décentes, des cultures vivrières diversifiées, de meilleurs moyens de subsistance



Prix justes et revenus décents



Les produits chimiques polluent les cours d'eau, tuent la faune et nuisent aux communautés



Prix inadéquats, pauvreté pour les agriculteurs



Un salaire décent signifie de l'argent pour l'alimentation et les frais de scolarité



Le faible niveau de salaire engendre l'insécurité alimentaire et les taux d'inscription et de fréquentation scolaires bas



Voies d'eau protégées



plus grand par hectare que celui de l'OIPR, avec 11,835 FCFA par hectare de forêt. Si la destruction des forêts se poursuivait à la vitesse enregistrée pour la période 1990-2015 et sans application des lois existantes, toutes les forêts primaires ivoiriennes pourraient être amenées à disparaître en quelques décennies.

L'incapacité du gouvernement à lutter de manière efficace contre cette déforestation rapide et massive a été fortement critiquée dans une lettre adressée en mars 2017 au Premier ministre de la Côte d'Ivoire par l'Union européenne, la France, la GIZ allemande, et les Nations unies en Côte d'Ivoire.

Un grand nombre des personnes avec lesquelles nous nous sommes entretenus en Côte d'Ivoire ont affirmé que la Sodefor profitait activement de cette déforestation illégale. Selon les mots d'un des fermiers que nous avons interrogés à Goin Dédé, « la Sodefor vient et demande de

l'argent. Si vous en donnez, alors il n'y a aucun problème. La Sodefor nous dit juste de planter les cacaoyers à quelques mètres de la route, pour qu'elle ait l'air couverte de forêts. »

Le gouvernement ivoirien a récemment pris des mesures contre la déforestation provoquée par les plantations de cacao en expulsant les fermiers des plantations du Parc national du mont Péko (qui signifie « la montagne des hyènes » en langue guéré). Selon un rapport réalisé par Human Rights Watch et le Regroupement des acteurs ivoiriens des droits de l'homme (RAIDH), ces expulsions ont été mal planifiées et mises en œuvre en violant les normes en matière de droits humains. En nous rendant sur le mont Péko après l'expulsion, nous avons pu constater que le parc était à nouveau peuplé de petits agriculteurs de cacao qui étaient revenus. Quelques-uns de ces petits exploitants nous ont expliqué que lorsqu'ils sont finalement retournés au mont Péko, ils avaient tout

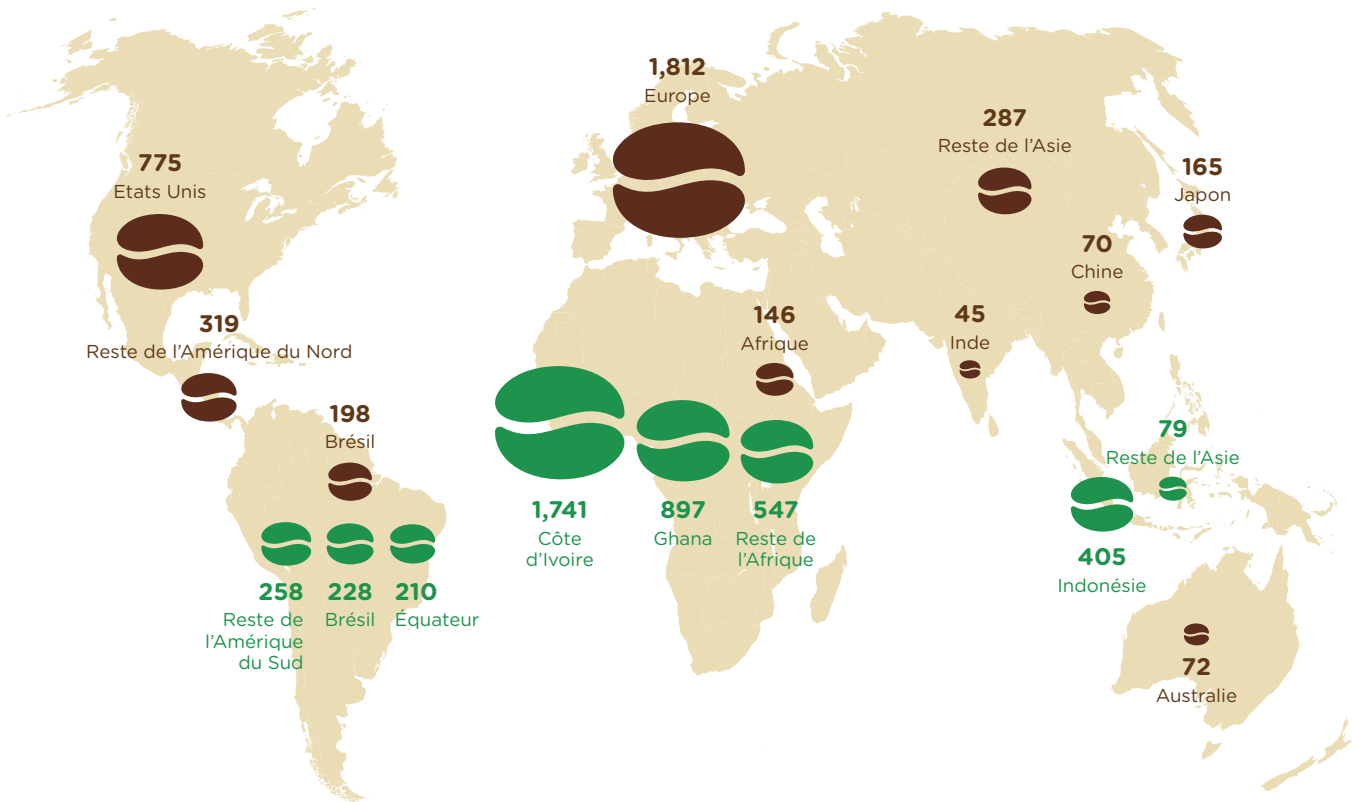
À gauche: Petit agriculteur ouvrant une gousse de cacao dans le Parc national Mont Péko. À droite: Des arbres anciens de la forêt classée de Scio coupés, qui attendent des camions des exploitants forestiers.



Production et consommation mondiales de cacao

Production ou consommation de cacao en 1 000 tonnes, 2013-14

 Consommation  Production



Source: Cocoa Barometer, 2015; ICCO 2014.

simplement payé des pots-de-vin plus élevés aux autorités pour pouvoir cultiver à nouveau les terres du parc.

Il est évident que le gouvernement ivoirien doit

améliorer ses efforts dûment motivés afin de mieux rétablir la mission de conservation de ces parcs et autres aires protégées, mais en respectant les normes en matière de droits humains.

Les prochaines terres pionnières du cacao

Avec une demande de chocolat qui ne cesse de croître (de 2 à 5 % par an), le secteur du chocolat a étendu ses activités à d'autres forêts humides du monde et exporté en de nombreux endroits les mêmes mauvaises pratiques qui ont contribué à la destruction des forêts d'Afrique de l'Ouest.

La déforestation en Indonésie liée à la production d'huile de palme, de bois et de papier est notoire, mais le cacao est également un commerce juteux. Entre 1988 et 2007, près de 690 000 hectares de forêts indonésiennes ont été défrichés pour laisser place à la culture du cacao, soit

9 % de l'ensemble de la déforestation liée à l'agriculture. Cette déforestation a contribué à la destruction de l'habitat des orangs-outans, des rhinocéros, des tigres et des éléphants.

La culture du cacao est également devenue un facteur de déforestation dans le bassin du Congo, la plus grande forêt humide intacte au monde. Une étude récente menée en République démocratique du Congo a examiné quatre grandes régions de culture du cacao et a conclu que l'expansion de ces cultures pourrait mener à la perte de 176 à 395 kilomètres carrés de forêt dans la prochaine



décennie, en particulier dans les provinces équatoriales de Mbandaka, Bikoro et Lukolela.

En Amérique du Sud, et plus spécifiquement au Pérou, la production de cacao a quintuplé entre 1990 et 2013. Des

images satellites de 2012 ont donné à voir la destruction d'un terrain de 2000 hectares par la compagnie United Cacao pour le convertir en plantation de cacao, mordant ainsi sur la forêt amazonienne du Pérou, riche en biodiversité et en carbone.

L'impact mondial d'une production non durable de cacao

L'ensemble des conversions de forêts en plantations de cacao ont un impact considérable sur le climat. Les forêts humides tropicales comme celles qui sont détruites pour la production de cacao font partie des écosystèmes de la planète qui stockent le plus de carbone. Lorsque celles-ci sont défrichées, elles relâchent quantité de CO² dans l'atmosphère. On estime que de 1990 à 2008, les 27 États membres de l'UE ont importé l'équivalent de 600 000

hectares de déforestation liés à la production de cacao, soit environ 8 % de la déforestation importée par ces 27 États. En effet, il a été calculé qu'une barre de chocolat noir fabriquée avec du cacao provenant de terres défrichées possède la même empreinte carbone qu'un trajet de près de 8 km en voiture – un impact démesuré pour un en-cas.

Un futur plus doux ?

Plus tragique encore, cette déforestation n'était vraiment pas nécessaire. Plutôt que d'investir dans l'expansion des cultures de cacao dans des parcs nationaux, ces sociétés auraient pu concentrer leurs efforts dans l'approvisionnement en cacao cultivé sous couvert forestier et dans l'amélioration de leur rendement.

En Afrique de l'Ouest, dans l'espoir de stimuler la productivité à court terme, le secteur du chocolat s'est surtout reposé sur le défrichage de forêts et sur des cultures de cacaoyers en plein soleil. Pourtant, le cacao cultivé sous couvert forestier (ces arbres poussent naturellement sous la canopée) favorise le cycle des

Le prince de Galles et les plus grandes entreprises de chocolat au monde discutent d'un accord visant à mettre fin à la déforestation.



Le parc national de Taï est la zone protégée la plus conservée de la Côte d'Ivoire et reste un joyau de la biodiversité.





nutriments, le contrôle de l'érosion, la régulation en eau, la fixation de l'azote, la pollinisation des cultures et la réduction des adventices, parmi tant d'autres bénéfiques. De plus, les systèmes de culture sous couvert forestier peuvent atteindre une meilleure productivité sur l'ensemble du cycle du cacao. D'autre part, les grandes entreprises de cacao peuvent améliorer leur productivité grâce d'autres bonnes pratiques comme une meilleure irrigation ou des méthodes de greffage.

D'autant qu'aucune expansion supplémentaire sur de nouvelles terres n'est nécessaire, puisque 121 millions d'hectares de terres déjà défrichées existent dans les tropiques où des cacaoyers peuvent être cultivés sans recourir à de nouvelles déforestations.

La majorité des acteurs des secteurs de l'huile de palme, du papier, du sucre, du soja et du caoutchouc ont adopté une méthode stricte connue sous le nom « d'approche haut stock de carbone », et concentrent leurs efforts de développement sur des terres dégradées. Les négociants et chocolatiers dont Cargill, Olam, Nestlé, Mondelez, Mars, Ferrero et Hershey ont déjà appliqué ce critère pour leurs achats d'huile de palme. La déforestation pour la culture du cacao n'est pas plus acceptable que la déforestation pour d'autres marchandises. C'est pourquoi ces sociétés devraient immédiatement étendre au cacao leurs engagements en matière de conservation haut stock de carbone.

En se fondant sur des situations similaires rencontrées pour d'autres marchandises, ces améliorations ne devraient coûter que quelques centimes de plus par barre chocolatée. En effet, les sociétés qui se sont tournées vers une production agricole n'entraînant pas de déforestation ont souvent amélioré leur rendement et accru leur rentabilité. Les nombreux négociants qui ont adopté ces productions durables ont également augmenté leur part de marché en s'ouvrant à des fabricants prêts à payer le prix pour des matières premières responsables.

Plusieurs chocolatiers ont lancé des initiatives de développement durable à petite échelle au fil des ans ; néanmoins, comme le démontre cette enquête, ces initiatives n'ont pas enrayer les pratiques même les plus scandaleuses du secteur comme l'approvisionnement en cacao provenant de parcs nationaux. En 2016, il a été démontré que même les programmes de certification que

les chocolatiers utilisent pour promouvoir leurs produits comme durables ont pour la plupart échoué à faire évoluer la situation au niveau national.

Heureusement, plusieurs grandes entreprises du secteur du cacao commencent à reconnaître la nécessité de prendre des mesures plus efficaces. Au premier semestre 2017, le Prince Charles a amorcé un programme regroupant 34 des plus grands chocolatiers et entreprises du secteur du cacao et visant à mettre fin à la déforestation liée à ces activités. Ces firmes ont déclaré ensemble : Nous « soutiendrons et nous participerons à des coalitions multilatérales regroupant les secteurs public, privé et les partenaires de la société civile afin de développer une vision et un plan communs pour mettre fin à la déforestation et à la dégradation des forêts provoquées par les activités du secteur du cacao. » Ces sociétés peuvent faire une immense différence puisqu'elles détiennent ensemble l'écrasante majorité du marché du chocolat et du cacao. Mais pour l'instant, ces sociétés n'ont fourni aucun détail quant à la nature exacte de leur programme, ce qui doit être fait d'ici la fin de l'année. Par exemple, elles n'ont pas encore garanti que les futures expansions des cultures seront menées sans déforestation, afin de protéger les paysages à haut stock de carbone. Elles n'ont pas non plus explicité leur action à l'égard des territoires défrichés dans les parcs nationaux et les aires protégées de Côte d'Ivoire.

Autre bonne nouvelle : le gouvernement ivoirien souhaite lui aussi s'impliquer fortement dans la conservation de sa faune et de sa flore, malgré ses pratiques passées. C'est pourquoi il a rejoint le programme des Nations unies sur la réduction des émissions de CO² en lien avec la déforestation et la dégradation des environnements forestiers (UN-REDD) et a créé un programme national sur le changement climatique. Le gouvernement s'est aussi engagé à un objectif zéro déforestation pour le cacao en 2017 par le biais de l'initiative « Cacao Carboneutre », même si pour l'instant, des résultats tangibles n'ont pu être obtenus sur le terrain.

Bien que ces promesses en matière de protection des forêts existent sur le papier, elles doivent encore devenir réalité. Mais nous pouvons espérer que dans un avenir proche, le gouvernement ivoirien soutiendra les mesures solides du secteur pour sauver ses forêts, et le gouvernement ghanéen s'est également montré plus disposé à protéger ses forêts que par le passé⁵⁶.

Un futur responsable pour le secteur du chocolat: Recommandations

Il ne suffit pas d'annoncer des engagements ou d'adopter de nouvelles politiques sur le papier. Pour être efficaces, et redonner confiance aux consommateurs qu'ils pourront manger du chocolat sans culpabilité, le secteur du chocolat et les gouvernements concernés doivent adopter et mettre réellement en œuvre une feuille de route détaillée. Cette feuille de route devra être régulièrement contrôlée et évaluée par des tiers indépendants.

Nous encourageons fortement le secteur du chocolat et les gouvernements à adopter les mesures ci-dessous :

PROTÉGEZ LES FORÊTS, UN POINT C'EST TOUT.

Le secteur du chocolat doit mettre un terme à la déforestation en cessant immédiatement d'acheter sa matière première auprès de fournisseurs qui pratiquent le défrichage de territoires à haut stock de carbone ou à haute valeur de conservation. Le secteur du chocolat devrait réformer ses pratiques afin que tout le cacao soit un jour cultivé sous couvert forestier et non pas « en plein soleil ».

TRAÇABILITÉ ET TRANSPARENCE.

Les grands chocolatiers doivent publier en ligne les identités et les emplacements de leurs fournisseurs. Les gouvernements doivent aussi reconnaître et améliorer la gestion du régime foncier (y compris par le biais de l'éducation des communautés et des fermiers), rendre publics tous les fonds donnés par le secteur du cacao aux agences ou aux fonctionnaires, et dresser le bilan des appellations des coopératives.

UNE ACTION COMMUNE.

Le secteur du cacao et les gouvernements doivent mettre en commun leurs ressources pour contrôler la déforestation et appliquer des politiques de conformité incluant l'objectif zéro déforestation. Ce secteur peut s'inspirer du modèle de réussite de la nature collective du Moratoire brésilien sur la déforestation pour le soja.

DROITS HUMAINS.

Le secteur du chocolat et les gouvernements concernés doivent s'assurer que les cultivateurs de cacao reçoivent un salaire décent, que le travail forcé est interdit et que des mesures sont prises pour éliminer les pires formes du travail des enfants. L'utilisation de pesticides dangereux doit cesser immédiatement. L'expansion de la culture du cacao devrait être faite de manière à protéger les droits des communautés autochtones et le droit au consentement libre, informé et préalable (CLIP).

RESTAURER LES FORÊTS DE CÔTE D'IVOIRE.

Malgré la destruction de la quasi-totalité des forêts classées de Côte d'Ivoire et les dégâts causés dans les parcs nationaux du pays, il reste bien plus de 20 aires protégées qui possèdent encore un couvert forestier,iv et qui peuvent et doivent être restaurées.

Pour les citations, visitez www.mightyearth.org/chocolatesdarksecret/citations/francais

Ces mesures sont peu coûteuses à mettre en œuvre, et elles peuvent garantir que le secteur du chocolat ne répétera plus ses erreurs passées, mais qu'au contraire, il pourra avoir dans le futur un impact positif sur le plan environnemental et social. Les amateurs de chocolats pourront enfin savourer leur friandise préférée sans poids sur la conscience.



Seuls les squelettes d'arbres restent, de ce qu'était autrefois une forêt tropicale luxuriante dans la Forêt classée Scio, largement coupée pour le cacao.







Singe Diana près de la frontière occidentale du parc national Taï en Côte d'Ivoire. Les populations de primates dans les forêts ivoiriennes ont fortement diminué, souvent en raison de l'empiètement du cacao.